

Encourager les investissements pour assurer la compétitivité de nos entreprises

Par Françoise Bertrand, présidente-directrice générale de la Fédération des chambres de commerce du Québec (FCCQ)

Une lecture sommaire des indicateurs économiques que nous avons présentés le 22 octobre dernier nous conduit à un constat des plus significatifs pour l'économie québécoise soit l'insuffisance des investissements consacrés à la modernisation des équipements à l'achat de machinerie de pointe et à l'innovation que nos entreprises – notamment dans le domaine manufacturier - consentent à la modernisation de leurs équipements, à l'achat de machinerie de pointe, en recherche et développement ainsi qu'en formation de main-d'œuvre qualifiée. Alors que le dollar atteint des sommets inégalés et que la baisse de la taxe sur le capital aurait dû stimuler les investissements, force est de constater que nous sommes loin de la coupe aux lèvres.

En effet, entre 2003 et 2006, alors que le dollar s'engageait dans une hausse vertigineuse, les investissements dans le secteur manufacturier ont chuté de 23%.

Rappelons quelques faits : en 2003, le dollar canadien tentait péniblement de se tenir aux alentours de 65 sous, cette semaine, ce même dollar atteint 1,03 \$ américain, une hausse inégalée en plus de 30 ans. Pourtant, cela n'a pas encouragé nos entreprises à profiter de cet avantage face aux fournisseurs de machinerie, qui transigent le plus souvent en dollars américains, pour investir massivement dans leurs équipements.

Et pourtant, nous le savons depuis longtemps, de tels investissements sont non seulement indispensables, mais essentiels pour améliorer la productivité et la compétitivité des entreprises québécoises, pour assurer une croissance à long terme de l'économie.

Un autre fait semble digne de mention : en 2005, le gouvernement québécois annonçait à une réduction progressive de la taxe sur le capital et cette diminution ne semble pas avoir eu d'impact sur nos investissements. À la lumière de nos indicateurs économiques, l'échéancier proposé par le gouvernement d'abolir la taxe sur le capital en 2011 nous semble beaucoup trop timide. C'est maintenant que nous devons agir et nous exhortons le gouvernement d'envoyer un signe positif à nos entreprises manufacturières en éliminant complètement cette taxe qui, aujourd'hui encore, demeure un frein aux investissements.

En conclusion, afin de permettre au Québec d'assurer sa compétitivité, nous croyons qu'il est devenu urgent que tous les intervenants de la société québécoise se mobilisent vers un plan d'action pour nos entreprises manufacturières centré sur les résultats, la création d'emplois de qualité, l'innovation et l'investissement. À cet effet, c'est avec beaucoup d'attention, s'appuyant sur notre comité manufacturier, que nous suivrons des engagements précis du gouvernement en matière de politique manufacturière, nous permettant d'adresser ces enjeux et y remédier.